

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du Docteur Duroselle
16000 ANGOULÊME

Angoulême, le 14 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Cabinet SELARL LGA à Angoulême

(Liquidateur judiciaire de la société PAPETERIE SAINT MICHEL - GROUPE THIOLETT)

Site de la Rue de l'Industrie 16470 Saint-Michel)

Références : 2026_577_UbD16-86_Env16
Code AIOT : 0007201656

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 mars 2026 sur le site de l'ancienne PAPETERIE SAINT MICHEL - GROUPE THIOLETT implanté Rue de l'Industrie, 16470 Saint-Michel. L'inspection a été annoncée le 27 février 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de l'ancienne usine, classée ICPE, s'est faite dans le cadre de la poursuite de la procédure de cessation d'activité, suite à la mise en liquidation judiciaire de l'entreprise. Dans le cadre la mise en sécurité des installations, l'objet de la visite était d'évaluer, une nouvelle fois, la nature et la quantité des déchets présents sur le site afin de les faire évacuer. La priorité sera portée sur la prise en charge des déchets dangereux pour l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIE SAINT MICHEL - GROUPE THIOLETT
- RUE DE L'INDUSTRIE 16470 Saint-Michel
- Code AIOT : 0007201656
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non
- IED : Non

La société PAPETERIE SAINT-MICHEL a appartenu au Groupe THIOLETT. Elle était autorisée par arrêté préfectoral du 23 avril 1991 à exploiter une usine de fabrication de papier à partir de papier recyclé sur la commune de Saint-Michel. Cet établissement relevait de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED », étant classé sous la rubrique 3610-b (Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 t/j). Mise en redressement judiciaire par le tribunal de commerce d'Angoulême le 11 avril 2024, ce même tribunal a prononcé la liquidation judiciaire le 3 octobre 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Cessation totale (mise en sécurité) - Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 20/09/2021, article 5.1.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois
2	Interdictions ou limitations d'accès	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-75-1	/	Demande d'action corrective	2 mois
3	Suppression des risques d'incendies et d'explosion	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-75-1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Effets de l'installation sur son environnement	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-75-1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Comme déjà constaté lors des inspections du 10 décembre 2024 et du 17 mars 2025, des déchets dangereux et non dangereux sont présents sur l'ensemble du site. La quantité de déchets non dangereux s'est réduite depuis le dernier passage par la disparition des pâtes à papier dans les cuivres (métalliques et en résine) mais aussi pour les carriers dans la deuxième cuve de la station d'épuration. Il reste malgré tout, une quantité importante de déchets, qui va nécessiter du temps pour les évacuer. Les déchets dangereux, sauf 4 bidons d'huiles usagées, ont été transférés de leurs zones (local des chariots automatiques et à proximité) vers le quai de chargement, pour les IBC, et dans le bâtiment abandonné, pour les bidons de 200 litres.

Selon le liquidateur judiciaire, le site n'est plus alimenté électriquement par le réseau haute-tension, le transformateur ayant disparu. Le risque d'incendie électrique n'existe donc plus. Par contre, aucune information n'est fournie pour justifier que la distribution du gaz sur le site pour l'alimentation de la chaudière, est coupée.

Les deux lignes d'impression et les cuves rectangulaires et circulaires de grandes capacités ont été retirées et prises en charge par la société RMK DEMOLISSAGE de Tours (37). Par contre, une porte métallique située au 1^{er} étage donnant sur l'extérieur a été découpée au chalumeau. La balustrade située juste devant a été découpée à la disqueuse. Le liquidateur judiciaire ne connaît pas l'origine de ces dégradations qui ont nécessité d'entrer sur le site, alors que l'accès devrait être réglementé et sécurisé dans le cadre de la mise en sécurité ICPE.

Le tribunal de commerce a désigné le bureau d'études APAVE, certifié par le LNE pour le domaine « sites et sols pollués » afin d'établir les différentes attestations obligatoires (ATTES SECUR, Mémoire et Travaux) dans le cadre de la cessation d'activité du site.

Au cours de la visite, à la surface de la dalle du sous-sol de l'ancien bâtiment d'exploitation, des tâches sombres et rouges sont visibles laissant présager qu'une pollution existe.

Les différents éléments constatés sont matérialisés dans la planche photographique jointe.

Les informations recueillies dans le cadre de la présente visite devront être transmises par le

liquidateur judiciaire à l'APAVE afin de les prendre en compte dans le cadre de la prestation visant à établir l'ATTES SECUR.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité - Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2021, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets produits
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/03/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite qui avait été actée : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 07/10/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.</p> <p>Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.</p> <p>Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.</p> <p><u>Mise en sécurité - article R.512-75-1 du code de l'environnement</u></p> <p>« IV - L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ; »</p> <p>Demande formulée à l'exploitant suite à la visite du 17.03.2025 :</p> <p>« Afin d'éviter les écoulements des lixiviats des déchets de papier sur la plateforme extérieure vers la Charente, le liquidateur judiciaire doit les faire évacuer en priorité.</p> <p>Le liquidateur judiciaire doit prendre contact avec SUEZ pour faire reprendre les bennes.</p> <p>Par la suite, la priorité d'évacuation concerne les IBC remplis de produits dangereux pour l'environnement et pour la santé humaine.</p> <p>Les autres déchets pourront pris en charge par la suite.</p> <p>Quant aux carriers découverts dans le sous-sol du Mausolée, ils ne présentent pas, visuellement, d'impact environnemental notable, il n'y a pas de caractère prioritaire pour une éventuelle prise en charge.</p> <p>L'évacuation et la prise en charge doit se faire par des entreprises autorisées et agréées pour traiter les différents déchets concernés. »</p>
Constats : <p>La visite du site a permis de recenser les différents déchets encore présents sur le site et surtout les déchets dangereux. Une planche photographique de ces derniers a été établie.</p> <p>Il ressort que, depuis la précédente visite :</p> <ul style="list-style-type: none">• les IBC vides ou remplis de produits (dangereux ou de consistances inconnues) ont été déplacés du local de chargement des chariots automatiques vers le quai de chargement (15 IBC retrouvés sur place dont certains contiennent du colorant bordeaux),• les cuiviers recensés dans l'inspection précédente du 4 avril 2025 ne contiennent plus de pâte à papier,• un IBC et une rétention contenant de la soude cristallisée sont présents,• le brome découvert au fond d'une cuve en béton est toujours présent,• des bidons d'huile usagée ou hydraulique ont été déplacés du local près de celui des chariots automatiques vers l'ancien bâtiment d'exploitation désaffecté,• des IBC contenant des produits caractérisés (avec étiquetage) dangereux ou toxiques pour l'environnement sont toujours présents dans l'ancien bâtiment de production à l'abandon,• les bidons d'huile usagée dans l'ancien atelier de maintenance sont toujours présents sur les bacs de rétention,

- la pâte à papier mélangée et stockée à l'extérieur, a été évacuée par SUEZ début mai 2025,
- les bennes plus ou moins remplies de papier qui se trouvaient au niveau de la plateforme extérieure ont été récupérées par SUEZ début mai 2025,
- la citerne à carburant aérienne située à proximité de la plateforme extérieure n'a pas été vidée,
- le bassin de décantation de la station d'épuration contient toujours de la boue mais aussi de l'eau suite aux intempéries,
- la deuxième cuve de la station d'épuration n'a plus de carriers,
- les deux cuves de la station d'épuration sont toujours remplies en eau verdâtre.

Une cuve en résine noire contenant des boues de pâte à papier a disparu.

Le liquidateur judiciaire ne peut expliquer le déplacement des déchets recensés lors de l'inspection précédente, si ce n'est que cela devait gêner les employés de la société RMK DEMOLISSAGE lors de l'intervention pour retirer des cuiviers de pâte à papier.

Afin de lancer la procédure d'évacuation des déchets dangereux auprès du juge du tribunal du commerce, le liquidateur judiciaire a obtenu un devis auprès d'ASTEEN ENVIRONNEMENT, pour analyser les produits qui n'ont pu être caractérisés par absence d'étiquetage sur les contenants. L'objectif est de s'assurer qu'il s'agit bien de déchets dangereux ou non dangereux et de les faire prendre en charge par la filière de traitement dédiée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Depuis décembre 2024, les déchets dangereux auraient dû être évacués.

Les IBC recensés ci-avant sont accessibles au niveau des anciens quais de chargement. Ce bâtiment, excentré à l'usine, est libre d'accès ; aucune porte ne permet d'éviter toute intrusion.

Les bidons de 200 litres contenant de l'huile usagée ont été déplacés de l'usine vers le bâtiment abandonné. On y retrouve aussi des IBC mentionnés dans la partie « Constats » ci-avant. Ce bâtiment est totalement accessible, aucune porte ne le sécurisant.

Il ne faudrait pas qu'une intrusion soit à l'origine d'une dégradation de bidons d'huile ou d'IBC.

Toute évacuation de déchets (dangereux comme non dangereux) doit faire l'objet d'un suivi par des bordereaux de suivi de déchets ou des bons d'enlèvement (pour les déchets non dangereux) et doivent être fournis au bureau d'étude en charge du suivi de la mise en sécurité pour l'établissement de l'attestation de sécurité ou ATTES SECUR.

L'inspection des installations classées est informée de l'avancée de la procédure de caractérisation et d'évacuation des déchets encore présents sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Mise en sécurité - Interdictions ou limitations d'accès

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-75-1

Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

[...]

IV. La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

[...]

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

[...]

Constats :

Malgré le fait que le site soit clôturé sur 3 côtés, le fleuve Charente formant une « clôture » naturelle

<p>sur le 4^{ème} côté, malgré la fermeture et le verrouillage des portails d'accès, malgré la présence d'une société de sécurité durant le démontage des deux lignes de production par la société RMK DEMOLISSAGE, des intrusions se sont, apparemment, produites sur le site.</p> <p>Une vidéo et des photographies prises depuis l'intérieur du site ont été postées sur le réseau social Facebook. Les prises de vue sont récentes car on y constate l'absence des lignes de production. Une plainte a été déposée par le mandataire judiciaire auprès du procureur de la République près le Tribunal Judiciaire d'Angoulême.</p> <p>Des dégradations (arrachage de luminaires de plafond, bris de fenêtres) et des disparitions (fils électriques à chaque poste de contrôle et centrale électrique complète qui alimentait le site) ont été perpétrées sans que le liquidateur judiciaire en charge de la cessation d'activité du site ne soit informé.</p> <p>Il s'avère donc que l'interdiction / limitation d'accès n'est pas complètement effective et doit être améliorée.</p> <p>Le tour du site a fait apparaître la disparition de cuves rectangulaires et circulaires de grandes capacités ainsi que la découpe à la disqueuse d'une rambarde de protection et au chalumeau d'une porte métallique.</p> <p>Le liquidateur judiciaire précise que les cuves ont été achetées par la même société RMK DEMOLISSAGE qui a pris possession des lignes de production.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le renforcement de la limitation / interdiction d'accès au site, peut permettre d'éviter toute intrusion sur le site et de réduire le risque d'accident pouvant entraîner la responsabilité du liquidateur judiciaire en charge de la mise en sécurité du site de l'ancienne Papeterie St-Michel.</p> <p>Cette limitation / interdiction d'accès au site doit être effective pour être prise en compte par le bureau d'étude en charge du suivi de la mise en sécurité pour l'établissement de l'attestation de sécurité ou ATTES SECUR.</p> <p>L'inspection des installations classées est informée de l'avancée de la procédure sur ce point particulier.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Mise en sécurité - Suppression des risques d'incendie et d'explosion

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-75-1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 22/04/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>IV. La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>[...]</p>

Demande formulée à l'exploitant suite à la visite du 17.03.2025 :

« Le liquidateur judiciaire doit faire procéder à la coupure d'alimentation électrique au niveau des transformateurs de courant haute-tension afin d'éviter tout risque de départ d'incendie électrique en raison de la présence non négligeable de matières organiques dans les installations et de l'état de vétusté apparent des installations.

En cas de travaux ou démantèlement du site, le courant électrique peut être rétabli juste durant l'intervention et pour garantir la sécurité des intervenants, l'éclairage pourra être maintenu.

Il en sera de même pour la chaudière gaz afin d'éviter tout risque d'explosion.

Le liquidateur judiciaire doit informer l'inspection de l'arrêt d'alimentation de ces deux énergies. »

Constats :

Selon le liquidateur judiciaire, le site n'est plus alimenté en courant électrique. La centrale électrique recevant l'énergie depuis le réseau extérieur a été complètement démantelée. De plus, les différentes armoires électriques présentes aux différents postes du site ont été vidées de leurs câbles électriques (cf. photos ci-après).



La chaudière gaz semble ne plus être alimentée. Une vérification doit être assurée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin d'assurer la suppression de tout risque d'explosion pour quelque raison que ce soit, l'alimentation en gaz de la chaudière doit être fermée et sécurisée pour éviter qu'elle ne soit remise en service facilement.

Tous documents attestant ou justifiant que le site n'est plus alimenté ni en électricité ni en gaz doivent être fournis au bureau d'étude en charge du suivi de la mise en sécurité pour l'établissement de l'attestation de sécurité ou ATTES SECUR.

L'inspection des installations classées est informée de l'avancée de la procédure sur ce point.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Mise en sécurité - Effets de l'installation sur son environnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-75-1

Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

[...]

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

[...]

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

[...]

<p>Constats :</p> <p>Au sous-sol de l'ancien bâtiment d'exploitation à l'abandon, sur la dalle en béton, des tâches sombres et rouges sont découvertes en différents endroits faisant suspecter une fuite de produit potentiellement polluant. Au contact, les tâches sombres sont grasses.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un diagnostic de pollution doit être établi au niveau des souillures découvertes afin que le bureau d'étude en charge du suivi de la mise en sécurité puisse établir l'attestation de sécurité ou ATTES SECUR.</p> <p>L'inspection des installations classées est informée de l'avancée de la procédure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>